

Collectif national pour les Droits des Femmes  
21 ter rue Voltaire, 75 011 Paris  
Tél / fax : 01 43 56 36 48  
E-Mail : <colcadac@club-internet.fr>

## Communiqué

Face à la menace d'un Front National aux portes du pouvoir, nous avons assisté à un formidable sursaut de la France démocratique. Les jeunes que l'on disait "apolitiques" ont été les premiers à manifester leur rejet de ce qu'ils ont si justement nommé le "F-Haine ". Une véritable déferlante de cette jeunesse a parcouru tout le pays. Les mouvements sociaux, les intellectuels, le peuple de gauche dans toutes ses composantes, associatives, syndicales, politiques, se sont levés pour faire barrage à Le Pen. Débats, manifestations et forums de rue se sont multipliés. Les gigantesques manifestations du 1er mai ont été le point d'orgue de ce sursaut. Cette mobilisation a réveillé la conscience que la politique, c'est notre affaire à toutes et tous. Avec l'ensemble des démocrates, nous avons salué les résultats du vote du 5 mai 02 qui ont réduit l'abstention et fait échec à Le Pen. Mais l'heure n'est pas pour autant aux réjouissances.

- L'extrême droite sort légitimée de cet épisode. Sa défaite relative au niveau de cette élection ne dissimule en rien pas son installation durable dans toute une partie de la France. La lepénisation des esprits, le fascisme couvent sur le terreau du racisme, de l'exclusion et de la peur. Ce phénomène n'est pas isolé au niveau de l'Europe.

- La droite a le triomphe immodeste. Le score de Chirac ne doit pas lui faire oublier que le pays est cassé en deux et que, si la gauche gouvernementale a été battue, le peuple de gauche existe toujours et sort de cette épisode avec une détermination renforcée. Il ne doit pas oublier qu'il n'a pas été plébiscité, il n'a représenté qu'une sortie de secours, l'unique façon de mettre KO le fossoyeur de la démocratie. Or le gouvernement que Chirac vient de nommer signifie clairement son choix de gouverner à droite toute. La " rondeur " de M. Raffarin ne trompe pas. La nomination comme Ministre de l'emploi d'un patron de la grande industrie présage d'une politique conforme aux intérêts du MEDEF et de l'aggravation de la précarité et de l'exclusion. D'autres signes sont inquiétants : six femmes sur un gouvernement de 28. Ni ministère ni secrétariat aux droits des femmes, pas même de délégation annoncée ! Le choix de Jean-François Mattéi à la Santé et à la Famille fait craindre la mise en place d'une politique particulièrement moraliste et réactionnaire dont les femmes feraient les frais.

- Peut-on compter sur la gauche dans ce désastre ? Les premières réactions qui ont suivi le 21 avril ne semblent pas le présager. Donner une petite inflexion de gauche au programme du PS ne dispense pas d'un sérieux bilan du gouvernement sortant et d'une remise en cause de son hégémonisme et de son autisme. Les pourparlers entre les formations ne les dispensent pas d'interroger longuement le peuple de gauche, de prêter enfin attention aux mouvements sociaux comme au cri de colère des exclus de la croissance. Il est plus que temps de combler ce déficit à l'heure des législatives.

En cette période où l'on parle de " reconstruire l'espoir ", de refonder le politique, le Collectif pour les droits des femmes exprime aux organisations politiques ses inquiétudes : les aspirations féministes et les luttes des femmes pour leurs droits ont été les grandes oubliées de cette campagne présidentielle, mais aussi les grandes oubliées des débats actuels. Aucun projet alternatif ne saurait être promu sans une prise en compte des aspirations à l'autonomie et à l'égalité que les femmes manifestent depuis des décennies. Même la parité ne sera pas appliquée : l'UMP ne présenterait que 20% de femmes !

Plus fortement que jamais, nous rappelons nos exigences :

- Application immédiate de la loi du 4 juillet 01 sur l'IVG (parution des décrets, dossier guide...)
- Réduction des inégalités qui n'ont fait que se creuser ;
- Égalité des salaires, mixité des filières et droit effectif à la formation ;
- Limitation au strict nécessaire du travail de nuit et des horaires flexibles, pénalisation des entreprises qui ont recours au travail précaire et au Temps partiel imposé ;
- Grand programme de création de crèches en vue de parvenir d'ici 5 ans à un service d'accueil de la petite enfance, gratuit comme la maternelle ;
- Allocations familiales à tout enfant, dès la première naissance ;
- Des papiers et un statut autonome pour les femmes sans papiers ;
- Des campagnes contre les violences faites aux femmes et application stricte des lois ;
- Mise en place immédiate d'un ministère pour les droits des femmes et d'un organisme indépendant de lutte contre les discriminations.

Nous développerons l'ensemble de ces revendications à l'occasion d'une réunion publique le mardi 4 juin de 20h à 23 h au FIAP, 30 rue Cabanis, 75014 Paris.

Le 9 mai 2002